

LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA LEVÉE DES CONTRÔLES

M. Joe Clark (chef de l'opposition): J'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. A la suite des réunions qu'il a qualifiées d'«événement historique», le ministre est-il maintenant en mesure de nous promettre, comme les représentants du patronat et du travail lui en ont fait la demande hier que les propositions budgétaires n'empêcheront pas le gouvernement de lever les contrôles à la première occasion?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'étais pas en mesure de donner pareille assurance hier mais j'ai pris bonne note de ces instances. Le député sait que beaucoup d'autres secteurs chez nous—y compris la majorité des gouvernements provinciaux, il faut bien le dire—nous ont demandé de ne pas abandonner trop hâtivement le programme d'austérité. Naturellement, il faudra que je tienne compte des différences de points de vue pour en arriver à un compromis. Je crois qu'il est important de donner certains indices sur la levée des contrôles à l'occasion de l'exposé budgétaire et nous étudions différentes façons de concilier les objectifs contradictoires exposés par ces deux groupes importants de notre collectivité.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES VŒUX DES DÉLÉGUÉS PATRONAUX ET OUVRIERS QUANT À LA COMPRESSION DES DÉPENSES DE L'ÉTAT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Ma question s'adresse au premier ministre. A l'issue de la réunion d'hier, les délégués patronaux et ouvriers semblaient disposés à réduire de leur plein gré leurs exigences en matière économique dans le ferme espoir que la réglementation des salaires et des prix prendra fin au plus tôt. Le premier ministre pourrait-il nous dire si ces deux parties ont en revanche demandé au gouvernement de se soumettre lui aussi à des restrictions volontaires, à long terme notamment? Dans l'affirmative, le gouvernement s'est-il engagé à prendre une moindre part de notre produit national brut?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la question n'a pas été soulevée hier par les représentants syndicaux et patronaux, mais à des réunions antérieures, par la voie du président du Conseil du Trésor notamment, nous avons fait état des progrès réalisés dans le passé pour réduire les dépenses. Nous verrions par ailleurs d'un bon œil que les partis de l'opposition se montrent parcimonieux dans le cas des prévisions de dépenses gouvernementales.

M. Stevens: Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Hier, les représentants du patronat et des syndicats ont fait savoir au premier ministre et aux autres

Questions orales

ministres présents que selon eux l'économie est en bon état. Le premier ministre partage-t-il leur avis?

M. Trudeau: En un sens, oui.

* * *

LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LA FORMULE D'ABANDON DES CONTRÔLES

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma dernière question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Comme on pourrait laisser tomber les contrôles soudainement ou par étapes, et comme le ministre des Finances a déclaré hier soupçonner que les hommes d'affaires et les représentants des syndicats préféreraient «qu'on éteigne les lumières», pour emprunter l'image qu'il a employée lui-même—formule avec laquelle le gouvernement se sent sûrement très à l'aise—le ministre peut-il nous dire si, à la suite de cette réunion, le gouvernement favorise maintenant l'idée d'abandonner les contrôles d'un seul coup plutôt que de le faire progressivement?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Nous traiterons de cette question, entre autres, lors de l'étude du budget.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA REMISE DE LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ACIÉRIE AU CAP-BRETON—LES REMÈDES AU CHÔMAGE ENVISAGÉS PAR LE GOUVERNEMENT

M. Andrew Hogan (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Comme le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a annoncé hier soir, de Londres en Angleterre, que la construction d'une nouvelle usine sidérurgique au Cap-Breton doit être remise à beaucoup plus tard, le ministre dirait-il à la Chambre, vu le chômage aigu dans la région du Cap-Breton, quels projets spéciaux son ministère compte mettre en œuvre pour remédier à la situation extrêmement grave à laquelle l'usine sidérurgique de Sydney fait face actuellement?

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, comme je l'indiquais hier, il est bien certain qu'étant donné que le projet à l'étude visant à l'établissement d'une nouvelle usine sidérurgique a été tout au moins reporté à des dates ultérieures, il faudra sûrement étudier de plus près les propositions qui nous seront faites et qui tendront à maintenir les activités de la SYSCO et, si possible, les accroître. Il me faudra, bien sûr, consulter mes fonctionnaires et continuer les négociations et les discussions avec les autorités de la SYSCO. Mais encore une fois, il faudra bien sûr attendre les propositions, et nous sommes prêts à les considérer avec beaucoup de sympathie, comme je le disais hier.